

Les Nouvelles

Mensuel édité par
la Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

de Loire-Atlantique

Pour tout renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1036

14 Septembre 2020

prix: 0,70 €



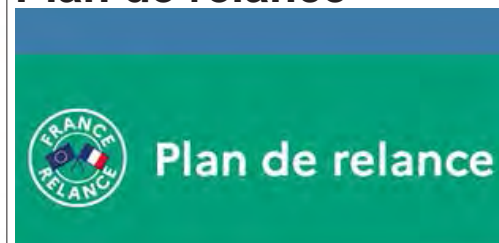
Liban



Le pays explose

2

Plan de relance



Plan pour le grand capital ?

3

Séjour de la santé



Où va-t-on ?

4

17 septembre



La mobilisation reprend

5

Les 100 ans du PCF



On fait appel aux mémoires

8

L'édito de Pierre DAGUET



Emmanuel Macron, le 13 avril et devant 36 millions de téléspectateurs, estimait être « à un moment de vérité, [...] de refondation. » **Fort de cette révélation, il envisageait alors de se réinventer, lui le premier.** Tout laissait donc penser que le train du macronisme, emporté dans sa folle course libérale, allait s'arrêter, renverser la vapeur et faire machine arrière. En effet, les conséquences désastreuses de la politique menée jusqu'alors devenaient soudain insupportables, mises en relief notamment par les failles matérielles et humaines du secteur de la santé. **Les sonnettes d'alarmes tirées depuis des années par l'ensemble des professionnels du monde hospitalier devenaient enfin audibles...** Une « prise de conscience » générale semblait même être en mesure de pouvoir infléchir les décisions gouvernementales pour un

« Monde d'après » plus respectueux de l'humain et de son environnement. Nous allons voir de la nature en ville et des citoyens à la campagne, des relocalisations et des circuits courts, des services publics à la portée de chacune et de chacun.

Las, cela aurait contredit malheureusement trop radicalement cette allégerance aux forces du marché tant de fois renouvelée. Il y eût donc, dans la foulée, des promesses de milliards. **On a même évoqué, c'était moins coûteux, une « reconnaissance nationale » pour les soignants, afin de donner le change aux applaudissements de vingt heures. Ceux-ci n'auront finalement, après les médailles en chocolat, que la loi Ségur, démantelant un peu plus l'hôpital public.**

Dans les faits, avec des promesses volontairement évasives et générales, les beaux discours du printemps ont permis de contenir la colère qui couvait face à l'improvisation gouvernementale.

L'heure est maintenant à la réponse aux engagements pris, au remboursement de l'immense dette morale contractée auprès de toutes celles et de tous ceux qui ont continué à faire tourner le pays tout en mettant leur personne, leurs proches en danger sanitaire.

Or, le compte n'y est pas. Le fameux plan de relance aux cent milliards montre son vrai visage, en servant la soupe, une fois de plus, aux grandes entreprises et aux profiteurs de la finance (voir page 3). La réforme des retraites, ressortie inchangée de l'ancien monde, est défendue comme devant profiter à tous ces professionnels, dont le travail était essentiel pendant le confinement, qui « ne bénéficient pas d'un régime spécial ».

Les masques tombent, la mascarade ne fait plus recette.

Le 17 septembre prochain, avec la journée d'action qui se prépare, l'occasion sera donnée de montrer que nous ne sommes pas dupes de leurs faux nez.

Le Chili est-il prêt pour le communisme ?

Secoué à l'été 2019-2020 par un mouvement social d'ampleur inédite depuis la chute de la dictature de Pinochet, le Chili cherche un débouché politique aux aspirations sociales de son peuple.

Le Parti communiste chilien avait été en première ligne dans les manifestations contre le président conservateur Pinera au point de voir ses députés menacés de destitution. Il est donc peu surprenant de voir Daniel Jadue, maire communiste de la ville de Recoleta, caracoler en tête des intentions de vote des élections présidentielles qui auront lieu l'an prochain.

Alors qu'une partie de la gauche juge la présence d'un communiste trop radicale pour le Chili, l'éventuelle candidature de ce Palestinien du Chili semble séduire les électeurs.



L'actualité

2

Biélorussie

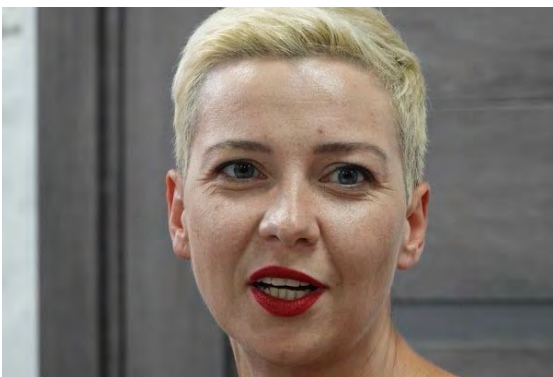


Le 9 août dernier, Alexandre Loukachenko fut réélu à la présidence de la Biélorussie. Dénonçant des fraudes, l'opposition enclencha un mouvement de protestation massif qui se répandit dans de nombreuses villes du pays.

Pourtant, après un mois de manifestations, le pouvoir ne donne aucun signe de retrait et l'opposition s'essouffle. Il faut dire qu'une grande partie des Biélorusses, tentée à l'origine par un départ de Loukachenko, préfère désormais la stabilité promise par le président au saut dans l'inconnu avec l'opposition.

Élu depuis 1996, Alexandre Loukachenko a mis un coup d'arrêt au démantèlement de l'État social biélorusse en préservant les acquis sociaux de la période soviétique. L'âge de la retraite y est ainsi de 61 ans pour les hommes et de 56 ans pour les femmes. L'économie y est fortement étatisée permettant de maintenir le taux de chômage sous les 1 %. Le savoir-faire des entreprises publiques dans les domaines mécanique ou forestier sont reconnus et permettent de salutaires exportations.

Cependant cette politique s'est accompagnée d'un autoritarisme certain et d'un fort conservatisme social. Une large partie de la classe ouvrière s'est jointe au mouvement de protestation en provoquant des grèves au sein des usines. Il semble bien que les Biélorusses dans leur immense majorité soient attachés à l'État social. La comparaison avec les « révolutions » de couleur qui ont secoué d'autres États post-soviétiques semble donc limitée.



Les leaders de l'opposition en revanche font entendre un autre son de cloche. Réfugiée en Lituanie où elle a reçu le soutien de diverses officines états-uniennes, la candidate malheureuse Svetlana Tsikhonovskaia a déployé un programme ultralibéral à base de privatisations et de baisses des dépenses publiques. Le soutien russe au régime en place est plus mesuré, Loukachenko ayant joué l'équilibre diplomatique entre Moscou et Bruxelles.

Le Parti communiste biélorusse, membre du gouvernement, a appelé à défendre et à moderniser l'État social.

Explosion à Beyrouth, crime du capitalisme

Le 4 août 2020, une explosion survenue sur le port de Beyrouth faisait 190 victimes, blessait 6500 personnes et laissait plus de 30 000 habitants sans abri. Alors que la situation sanitaire était déjà tendue et que les Libanais manifestaient contre la corruption de leur gouvernement, cette catastrophe a révélé la déliquescence d'un État aux mains de clans prédateurs.

Si la cause du drame n'est pas connue avec certitude, la piste d'une erreur de manipulation d'un stock de nitrate d'ammonium est privilégiée. Ce matériau hautement explosif avait été abandonné à Beyrouth par un armateur russe en faillite. La négligence des autorités libanaises aurait ensuite conduit à son stockage dans une zone à risque où les normes de sécurité ont été oubliées.

Le terme « accidentel » est bien faible pour qualifier cet événement. Le transport, le stockage, puis la destruction de ce matériau est donc le résultat de la faillite totale des capitalistes dès lors que la sécurité collective entre en contradiction avec la recherche de profit.

La réponse de l'État libanais a une nouvelle fois été accablante pour la classe politique qui profite de la répartition multi-confessionnelle des pouvoirs pour s'accaparer les ressources publiques. L'armée mise à part, aucune aide n'est parvenue aux populations sinistrées. Ce sont donc les Beyrouthins eux-mêmes qui ont fait vivre la solidarité afin de débayer les décombres et porter assistance aux victimes.

Les manifestations ont repris dans la foulée. Dans un pays marqué par le système confessionnel, ce mouvement marque



par l'unité nationale qu'il met en œuvre entre les citoyens des différentes religions. Dénonçant la crise économique, l'endettement, la corruption, les manifestations libanaises mettent à l'ordre du jour la formation d'un gouvernement populaire et l'instauration d'une république laïque et démocratique.

La classe politique décadente cherche la bénédiction de l'ancienne puissance mandataire pour se maintenir au pouvoir (voir ci-dessous), mais la détermination des Libanais ne faiblit pas.

Politique étrangère : quand Macron réactive les réflexes coloniaux

Soixante ans après les décolonisations, la diplomatie française s'est rappelée au bon souvenir de son ancien empire.

D'abord au Liban, touché au cours de l'été par une catastrophe industrielle et secoué par une colère populaire inédite (voir ci-dessus). Dans cet ancien mandat français, le président de la République a effectué pas moins de deux visites en moins d'un mois.

En affirmant que la France ne « lâcherait pas le Liban », le ton était donné. L'impérialisme français entendait prendre tout son poids dans ce pays en crise profonde. Trois semaines plus tard, c'est depuis un navire de guerre au large de Beyrouth qu'Emmanuel Macron a annoncé la formation d'un gouvernement libanais chargé de mettre en œuvre les réformes systémiques exigées par le FMI. A mille lieues des attentes du peuple libanais qui n'en finit plus de conspuer ses élites politiques, Macron se fait le protecteur d'un système à bout.

Mais c'est au Mali que la France s'est le plus échinée à défendre ses intérêts propres au détriment du peuple. Suite au putsch qui a renversé l'impopulaire président Keïta le 18 août dernier, le ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a immédiatement témoigné de son soutien à un État failli et corrompu. Peu importe que la guerre qui secoue le Mali trouve ses sources dans la déstructuration des États de la région par la France, cette dernière continue à



imposer sa présence militaire aux peuples de la région au détriment de leur autonomie politique. Les gouvernements de gauche en Bolivie et au Venezuela, eux aussi victimes de coup d'État auraient sûrement pu jouir de la même sollicitude française que le Mali.

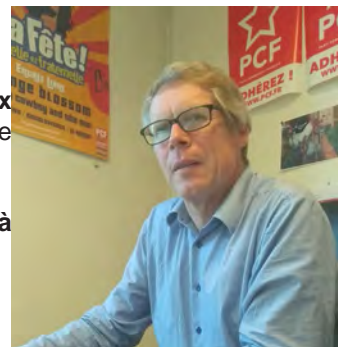
Il appartient au peuple malien de décider de son avenir. Lui seul est en capacité de construire un État démocratique et laïque ainsi qu'une armée à même de défendre efficacement son intégrité territoriale. Les ingérences de l'impérialisme français doivent immédiatement cesser et ce au Mali comme au Liban.

Les Nouvelles de Loire-Atlantique changent de rédac' chef



Rédacteur en chef depuis 2009 Jérôme Turmeau quitte la rédaction de notre journal, attiré sous d'autres cieux par sa vie professionnelle. Il est remplacé par Pierre Daguët, 54 ans, membre de la direction de la section de Nantes.

Merci à Jérôme pour son travail et son investissement consciencieux pour notre journal. Et bienvenue à Pierre qui aura la charge de faire vivre ce lien indispensable entre les communistes du département.



En Loire-Atlantique

3

Un plan sur mesure pour le grand capital !

Jean Castex a annoncé, au début du mois, son plan d'attaque pour relancer la machine économique de la France. Ce plan programmé jusqu'en 2022, année des prochaines élections présidentielles et législatives, est doté de 100 milliards d'euros. Une somme parfaitement ronde dont le montant important a l'objectif de rassurer en cette rentrée où les incertitudes sont omniprésentes. Rassurer le monde du travail, les salariés, les artisans et commerçants, les chefs d'entreprise, inquiets pour le devenir de leur emploi et de leur entreprise et qui espèrent depuis plusieurs mois la reprise de l'activité économique. Pourtant, le plan de « relance » d'Emmanuel Macron et du gouvernement est guidé par les mêmes dogmes libéraux que dans celui du « monde d'avant », à ceci près que désormais, il creuse les déficits pour verser de nouvelles aides aux entreprises, et renvoie pour plus tard la facture qu'ils feront payer aux couches populaires et au monde du travail. **La France vole au secours des grandes entreprises sans contrôle de l'utilisation de l'argent public et sans contreparties sociales ou écologiques.** Les TPE/PME, quant à elles, malgré le versement de 3 milliards d'euros de soutien à leurs fonds propres, subiront les diktats des donneurs d'ordres, des grands actionnaires et des banques.



Ce plan se décompose en 3 parties : 36 milliards pour la cohésion sociale, 34 milliards pour la compétitivité des entreprises et 30 milliards pour l'écologie. Sur la cohésion sociale, il s'agit essentiellement du financement de l'activité partielle longue durée et d'un plan pour les jeunes. Pour ces 2 mesures, l'Etat prendra en charge une part importante du chômage partiel et de l'embauche de jeunes de moins de 26 ans. **Sur la compétitivité, le Premier Ministre veut déverser de l'argent public vers les entreprises,** même vers celles qui se portent très bien. Il s'agit de baisser leurs « coûts » du travail à travers la baisse des impôts sur la production, sur la valeur ajoutée et sur le foncier. Une vieille recette utilisée depuis 25 ans (exonérations liées au passage aux 35H, plan Fillon, CICE...) mais qui n'empêche en rien les plans de licenciements, les délocalisations ou les faillites. Point de vue partagé par Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire français de la conjoncture économique (OFCE) pour qui : « le plan du gouvernement

est mal calibré, il n'empêchera ni les faillites, ni les licenciements ». Pour mémoire, ces cadeaux fiscaux ont représenté 77 milliards d'euros en 2019, pour quels résultats ? Sur la question écologique, le gouvernement veut parier sur la rénovation des bâtiments, sur le développement du transport ferroviaire et sur les énergies nouvelles telles l'hydrogène. Pour Barbara Pompili, ministre en charge de ce portefeuille ministériel : « c'est un pas de géant pour l'écologie ». Si ces idées vont dans le bon sens, dans les faits, elles n'ont rien de nouveau et sont proclamées depuis des années sans que rien ne se concrétise. D'ailleurs, la CGT cheminots dénonce le double discours du gouvernement puisque **la direction de la SNCF annonce dans le même temps, une réduction de 10% des effectifs de conducteurs dans sa filiale fret.**

Plan de relance ou plan de communication ? Les 100 milliards promis sont financés à 40% par le plan de relance européen et parmi les mesures présentées, plusieurs étaient déjà votées pour le budget 2020 : le soutien aux collectivités, le plan jeune ou la majoration de l'allocation de rentrée scolaire. Le locataire de Mâtignon souhaite le retour de la confiance, qui serait le levier de la reprise économique, comme si la psychologie du petit écran allait remplacer l'indispensable augmentation des salaires et des pensions. Jean Castex joue l'offre contre la demande et au final le grand capital s'exonère de contribution à la solidarité nationale dans cette crise inédite. Au demeurant, aucun impôt supplémentaire n'est prévu pour les plus aisés. Le chef du gouvernement montre ses muscles aux premiers de corvées mais se courbe devant le MEDEF. Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, n'y va pas non plus par quatre chemins : « La covid-19 est le meilleur allié du MEDEF ». Pour lui, « le Président et le gouvernement font le choix de relancer les profits plutôt que de répondre aux défis de la crise sanitaire, économique et écologique ». C'est donc par la lutte et la formulation de propositions alternatives que le camp des salariés, des jeunes, des retraités et des laissés pour compte se fera entendre.

La journée de mobilisation du 17 septembre sera une première étape pour faire valoir d'autres solutions face à la crise, l'interdiction des licenciements, l'augmentation des salaires et des pensions, la diminution du temps de travail, la conditionnalité des aides publiques, le rétablissement de l'ISF et une véritable transition écologique.

L'accueil chaleureux du nord aux universités d'été 2020 du PCF

Au nord c'était les corons.... Nous voici à Dunkerque, si les mines sont devenues des musées, les briques des maisons sont toujours rouges, bon signe... Les pierres portent aussi la mémoire des luttes ouvrières d'hier et résonnent pour les luttes sociales d'aujourd'hui, il y pousse même de l'herbe verte au pied des briques – non seulement pour se reposer – mais pour nous rappeler dès maintenant à la nécessité de construire l'alternative sociale et écologique.



Rouge couleur de révolution, de colère, de passion...c'est dire la fraternité qui réunit et unit les communistes, malgré les restrictions de l'épidémie. **Fraternité de luttes et de réflexions...** Se retrouver enfin pour cette journée d'université d'été simplifiée à Malo-les-Bains, malgré tout les ateliers de réflexion-formation sont tout très intenses.

Pas une minute à perdre - pour filer vers l'atelier à propos de la SEF (Sécurité Emploi Formation) avec F.Boccaro ; un système révolutionnaire de dépassement du marché du travail capitaliste (fait notamment de plan de licenciement) en lien avec nos autres propositions structurantes....

- pour filer dans la grande salle écouter l'intervention de F. Roussel... Concret et enthousiaste, dans cette période complexe, il brosse le tableau de la situation. La priorité est d'être présent dans les luttes et les propositions, les élections viendront à leur moment et les communistes seront là à toutes les élections et dans le même mouvement unir, unir... ce n'est pas la moindre des contradictions.

- un arrêt à l'atelier centenaire du PCF à propos des expositions en préparation et des livres à parution.
- et filer encore à l'atelier « un autre mode de production pour le XXI s », T. Martinez et F.Roussel, quelle industrie, quel critère de gestion, quelle logique, quelle visée ? Une question...quel projet communiste pour l'économie sociale et solidaire ? Comment articuler économie, industrie et environnement ?
- un saut à l'atelier « information, presse et bataille des idées » avec P.Le Hyaric de l'Humanité.

Ouf, c'est le moment du repas fraternel, lever son verre à l'amitié militante, les masques tombent et l'union est toujours un combat ! Dunkerque, sous le ciel gris, ses transports en commun gratuits... nous promener jusqu'à la gare pour découvrir le centre, le Beffroi d'où le regard porte loin, et se donner de la perspective.

Pascal DIVAY

Rentrée scolaire



Il y a maintenant deux semaines que les 280000 élèves de Loire-Atlantique ont repris les chemins de l'école. Cette année cependant, l'étrangeté de cette rentrée n'a pu échapper à personne, en premier lieu à nos écoliers dont la scolarité a été singulièrement bousculée au printemps. **Après des semaines de cours à distance, des retours partiels « en présentiel » et une brève reprise générale en juin avant les vacances, ce début septembre était très attendu.** Il s'agit maintenant de reprendre des rythmes de travail propice aux apprentissages et des habitudes de vie en collectivité.

Pour les élèves, les gestes barrière n'ont maintenant plus de secrets, répétés à l'envi, affichés aux endroits stratégiques. Le port du masque dès le collège, les lavages de mains réguliers ainsi que le balisage des sens de circulation donnent le ton d'un début d'année particulier où l'insouciance n'est plus de mise.

Pour les enseignantes et les enseignants, après avoir débordé d'imagination pour maintenir un contact avec leurs élèves en créant des blogs, en se filmant en démonstrations pédagogiques « comme dans la classe », etc... il s'agit de renouer des fils souvent distendus pour ne pas dire rompus. Il y a eu de trop nombreux élèves « décrocheurs », n'ayant pas donné signe de vie pendant les mois de cours à distance. **Il y a eu aussi un nombre important d'élèves qui n'ont pas pu travailler dans des conditions optimales, avec des problèmes de connexion, de postes informatiques occupés par les frères et sœurs, des parents en télétravail, ou encore avec des difficultés à s'isoler dans le cadre familial...** C'est évidemment dans les milieux populaires que les problèmes se sont accumulés, le monde enseignant y est attentif. Évaluations et remises à niveau se retrouvent donc à l'ordre du jour.

Qu'en sera-t-il, d'ici quelques semaines ? Alors que nous espérons tous voir s'alléger les contraintes supportées par les petits et les grands, il y avait au 7 septembre 28 établissements scolaires et 262 classes fermés sur l'ensemble du pays à cause du Covid. La prudence reste de mise.

Penser l'antiracisme avec *Cause commune*

Les manifestations estivales du mouvement Black Lives Matter (BLM) ont remis les questions de racisme au cœur des débats. Loin de faire consensus, les développements théoriques contemporains du mouvement antiraciste exigent une approche rigoureuse.

C'est la tâche à laquelle s'attelle le numéro 17 de *Cause commune*. En mobilisant Gramsci, Elias ou Losurdo, la revue d'action théorique du PCF développe une approche marxiste du racisme, indispensable à la compréhension du phénomène raciste et ses liens intrinsèques avec le capitalisme. La revue s'ouvre aux témoignages de militants de terrain afin de mettre la théorie révolutionnaire en relation avec la pratique.

En cette période de débats très vifs, *Cause commune* apporte un éclairage utile à l'action des communistes dans leur combat contre le racisme.



Une rentrée agitée

4

Transports :

Une rentrée singulière

Si le transport aérien est presque totalement à l'arrêt depuis le début de la crise sanitaire, les transports du quotidien s'adaptent pour répondre aux besoins et aux mesures que la période impose. **Après la fin des mesures de confinement, la rentrée scolaire fait gonfler les pics de fréquentation de tous les modes de transport.**



D'avantage de monde, c'est moins de place pour chacun. Les mesures de distanciation physique incitent à privilégier les modes de transport individuels, en tête de ceux-ci la voiture. Pour les grandes agglomérations, déjà saturées en heure de pointe, il est urgent de trouver des réponses, notamment pour leurs réseaux de transports en commun que les usagers boudent par peur.

A Nantes, en temps normal, septembre bouscule les habitudes avec ses changements d'horaires, d'itinéraires et avec de nouvelles lignes. Cette année sera différente, aucun changement au programme avant novembre, afin de sécuriser au maximum le réseau. De plus, certaines formations de conducteur ont été reportées pendant le confinement, ce qui restreint un peu les effectifs et complique le renforcement du réseau. Mais il y a aussi de bonnes nouvelles, la **baisse des abonnements TAN de 20%** (inscrite dans le programme de Johanna Rolland) a été appliquée en urgence aux vues de la chute des fréquentations.



Autres mesures, bien plus visibles pour les usagers de la route. De nouvelles pistes cyclables ont été créées pendant l'été. Des rues ont été fermées aux automobiles pour faire de la place aux modes doux et la généralisation des 30 km/h fait passer de 300 à 600 kilomètres d'asphalte limitée à 30.

La crainte d'être contaminé dans les transports en communs ou de rester bloqué dans les embouteillages ç fait également **exploser les ventes de scooters et de motos, plus 30% au niveau national**. Les ventes et les réparations de vélo, elles aussi explosent, les aides de l'Etat (50€) et des collectivités (généralement 50€ de plus) n'y étant certainement pas pour rien. Des magasins spécialisés dans la bicyclette ont leurs planning remplis pour les 3 mois à venir, si la pluie ne refroidi pas ces nouveaux cyclistes.

Séjour de la santé :

Grand moment historique pour la santé ou fumisterie ?

Le 13 juillet dernier, le 1er ministre saluait les accords signés dans le cadre du Séjour de la Santé, se félicitant d'un effort historique !



« Grand moment de l'histoire de la santé ou fumisterie ? » C'est sans doute la question que devrait se poser le gouvernement. Si l'augmentation de 183€ net mensuels pour les personnels hospitaliers va certes améliorer l'ordinaire, ils permettent tout juste de rattraper la perte de pouvoir d'achat accumulée depuis 2010 du fait du blocage des salaires dans la fonction publique.

Depuis deux ans, dans toutes les mobilisations et unanimement, les personnels hospitaliers revendiquent des moyens financiers et humains pour l'hôpital public et les EHPAD.

Au-delà des revalorisations salariales, ils réclament l'arrêt des plans de retour à l'équilibre financier, la réouverture de

lits pour les patients, à être plus nombreux pour un meilleur service public. En plus d'avoir mis en lumière l'engagement des personnels soignants, la crise a révélé des dysfonctionnements et la nécessité de repenser collectivement le système de santé.

Pourtant, ce « moment historique » crée plus d'incertitudes qu'il n'apporte de réponses. Comment pouvait-il en être autrement au vu de la faible représentativité des soignants, des paramédicaux et des médico-sociaux au sein des acteurs du Séjour ?

Des doutes concernent également le financement de cet accord. Sera-t-il budgétisé lors du PLFSS 2021 dont l'objectif fixé de maîtrise des dépenses est très clair. Dans les PLFSS 2019 et 2020, deux milliards

d'euros d'économies par an ont été programmés. Prétendant tenir compte du contexte, la CNAM envisage une progression de l'objectif de dépenses sensiblement plus élevée en réalisant « seulement » plus d'un milliard d'économie « pour garantir la pérennité du système de santé » et ce à notre détriment !

Il est indispensable de mesurer que l'enjeu de la défense de la Sécurité Sociale est majeur au regard des solutions avancées par le capital pour faire face à la crise post-Covid.

Dès le 17 septembre, les communistes continueront à se battre pour notre système de santé et nos retraites.

Non, Blanquer le masque n'est pas une fourniture scolaire !

D'abord il y a l'héritage ...

depuis 2013 plus une commande de masques ne fut passée par les pouvoirs publics. Le transfert des stocks fut délégué aux entreprises et aux collectivités. Résultat : la découverte de l'effondrement des stocks dans les hôpitaux et la course à la récupération.

Faute de moyens il fut proclamé que les masques n'étaient pas nécessaires ni efficaces.

Et ce fut les initiatives citoyennes pour palier à la pénurie, et la découverte que la 6e puissance économique du monde était dépendante des importations chinoises, vietnamiennes ou russes... faute d'avoir su conserver une industrie textile digne de ce nom.

Mais ce qui est en cause ici c'est la volonté libérale du pouvoir macronien d'imposer à la population, le coût des achats des masques devenus obligatoire, notamment dans les établissements scolaires et les entreprises.

Ce que Macron et ses ministres veulent nous faire oublier depuis le début de la crise sanitaire, c'est que nous sommes le pays qui s'est donné au lendemain de la se-

conde guerre mondiale une sécurité sociale qui dans ses fondements exigeait la gratuité.

Les masques ne peuvent être des marchandises comme les autres étalées aux caisses des supermarchés pour grossir le ticket de caisse et fidéliser la clientèle.

Non, monsieur BLANQUER le masque n'est pas une fourniture scolaire comme les autres !

A partir du moment où il devient obligatoire dans le cadre de la lutte contre la Covid, c'est un équipement sanitaire qui doit être pris en charge par la sécu.

Dans la Macronie, où l'argent des dividendes continue de couler à flot, où on peut débloquer des milliards pour consolider des entreprises dont la trésorerie est loin d'être à sec...

Il est impensable qu'une famille de quatre personnes qui a déjà du mal à joindre les deux bouts doive encore alourdir ses dépenses du mois de 80 à 150 euros pour assurer sa santé.

Réclamons partout et par tous les moyens la gratuité des masques...100% Sécu.

DES MASQUES GRATUITS 100% SÉCU



Le Carnet : Zadistes partout, énergie vert nulle part

En lien avec le parc éolien en mer de Saint-Nazaire situé au large de notre département, Le Port de Nantes/Saint-Nazaire a pour projet de développer une nouvelle zone industrialo-portuaire sur le site du Carnet, en amont de Paimboeuf. **Le nouvel équipement doit à terme accompagner la montée en puissance des filières des énergies renouvelables avec l'usine de construction de General Electric à Montoir-de-Bretagne et l'aménagement du HUB logistique de Saint-Nazaire.** Ce projet, tourné résolument vers, les énergies vertes s'accompagne d'une importante opération de restauration sur le site choisi.

Si le site accueille déjà depuis avril 2012, un prototype d'éolienne offshore, les nouveaux aménagements font l'objet d'une **opposition similaire à celle du défunt aéroport grand ouest**, à croire que plus aucun projet ne pourra voir le jour quel qu'il soit. Il paraît ici difficile de faire « la transition énergétique » sans que rien ne bouge.



Le Social au cœur

5

Pour nous, l'urgence, c'est la sécurité de l'emploi !

Le Conseil national du PCF du 6 septembre 2020 a décidé de lancer une nouvelle campagne nationale, extrait : « La Covid-19 a révélé l'échec des politiques d'austérité et de la course aux profits qui épuise la nature et sacrifie les êtres humains, à commencer par les femmes, au détriment de toute la société.

Le grand gagnant du plan « France relance » présenté par le Premier ministre, c'est le capital. Ce sont les mêmes vieilles recettes néo-libérales de baisse des impôts qui sont utilisées, sans aucune garantie de développement de l'emploi. 20 milliards sont donnés sans contrepartie. Pire, à l'image du CICE, l'argent public est massivement versé à des entreprises qui licencient. La France a besoin d'un changement majeur de politique.

Pour sortir de la crise, l'heure est venue de construire le système d'après. Le chômage et la précarité ne sont pas une fatalité ! Nous proposons d'engager une révolution sociale et écologique de la production, en partant de l'emploi pour répondre aux défis de notre temps en imposant deux exigences :

- Mettre l'argent de l'État, des banques, des entreprises au service de l'emploi et des services publics. Il faut baisser le coût du capital (dividendes, intérêts bancaires), pas celui du travail !
- Créer à nouveau système garantissant une sécurité d'emploi et de formation. Plus que jamais, la crise sanitaire et économique nécessite de permettre à chacune et chacun de conjuguer liberté par une mobilité choisie et sécurité accrue de ses revenus et de ses droits.

Cette proposition prend appui sur l'aspiration partagée à une formation et à une mobilité choisies, à un travail utile et qui ait du sens, à l'égalité professionnelle femmes-hommes, comme sur la nécessité d'élever le niveau de formation et de qualification. Et parce que nous ne pouvons pas faire confiance au marché pour organiser la production, cela exige de nouveaux pouvoirs des travailleur-euse-s, des citoyen-ne-s et la construction de nouvelles institutions politiques. En lien avec cette proposition, nous portons immédiatement cinq exigences dans le débat public à travers une pétition nationale :

- Interdire les licenciements des grands groupes bénéficiant de fonds publics et instaurer un droit de contre-proposition des salarié-e-s et des habitant-e-s permettant de mobiliser l'argent des banques.
- Objectif Zéro jeune rentrant sur le marché de l'emploi au chômage ou sans formation correctement rémunérée.
- Augmentation des salaires, des minima sociaux, un revenu



minimum décent pour les 18-25 ans, l'application stricte de l'égalité professionnelle femmes-hommes et la fin du racisme et de toutes les discriminations.

- Un plan d'embauches et de formations dans la santé et l'Éducation nationale ainsi que l'annulation des fermetures de lits, d'hôpitaux, de classes et de postes. Le remplacement de Pôle emploi par la mise en place d'un service public de l'emploi et de la formation, doté d'une mission de sécurisation et de formation.

- Un fonds de sécurisation de l'emploi, de la formation et pour la transition écologique, géré démocratiquement, pour agir sur les décisions des grandes entreprises et des banques et faire contribuer le capital et les profits.

Nous appelons les communistes à se mobiliser dans chaque département pour faire émerger les besoins en matière d'emploi et en solidarité avec les salarié-e-s menacé-e-s par des plans de licenciements.

Partout en France, proposons à nos concitoyen-ne-s – salarié-e-s, habitant-e-s, élu-e-s – de créer des comités de défense des emplois, des compétences, des capacités de production pour les accompagner dans leurs luttes, demander des comptes sur l'utilisation de l'argent et faire des propositions pour l'emploi et la transition écologique.

C'est en partant de ces luttes que nous pourrions appeler à la création de conférences permanentes (régionales et nationale) pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique, institutions publiques nouvelles devant lesquelles des engagements chiffrés d'emplois et de mises en formation seront pris, suivis et contrôlés démocratiquement, en lien avec les besoins de production et de services publics. Ces conférences seront dotées de fonds permettant de mobiliser l'argent des entreprises et des banques.

En lien avec les luttes locales des entreprises et services publics, nous appelons à des rassemblements, partout en France, les 9 et 10 octobre prochains pour faire progresser une alternative au plan de relance Macron - Castex portant ces exigences. »

17 septembre : La mobilisation reprend



Alors que la crise sanitaire a mis en évidence les conséquences dramatiques de la casse du service public, que le patronat a mis à profit la situation pour imposer des mesures de régression sociales et que le plan de relance gouvernementale ressemble à Noël en avance pour le Medef, les travailleurs, les jeunes, les chômeurs et les retraités sont invités à riposter dans la rue jeudi 17 septembre 2020.

Sarkozy-Fillon ont commencé le travail des exonérations et de la casse du service public, Hollande-Valls l'ont poursuivi avec le CICE tout en supprimant des pages entières du code du travail, Macron-Philippe ont transformé l'essai, ne laissons pas le gouvernement Castex gagner le match.

Face à un gouvernement sourd aux attentes populaires et un patronat imposant une politique de bas salaires destructrice de la planète et de l'humain, il devient urgent pour notre camp social de se faire entendre. La journée de grève interprofessionnelle sera l'occasion de réaffirmer notre solidarité de classe avec toutes celles et ceux victimes de ce capitalisme chaque jour plus mortifère.

Soyons nombreux à 10h à Commerce pour Nantes et à la place de l'Amérique latine pour Saint-Nazaire !

Sénatoriales 2020

Confirmer l'ancrage territorial pour renforcer le groupe CRCE et la gauche au Sénat c'est la volonté du Parti Communiste. Les élections sénatoriales auront lieu le 27 septembre et elles concerneront la moitié des départements à l'exception des départements de l'Île-de-France. Pour la Loire-Atlantique, le renouvellement a eu lieu en 2017, donc il n'y a pas de sénatoriale dans notre département cette année.

Pour le PCF, deux sénatrices sont sortantes et entendent bien reconduire leur sièges. Des discussions ont eu lieu nationalement et dans les départements avec toutes les forces de gauche et écologiques afin de construire dans chaque département le meilleur rapport de force possible face à LREM, la droite et l'extrême droite. Si bien sûr le résultat de cette élection indirecte sera le reflet des élections municipales, elle nécessite une véritable campagne électorale de nos candidats qui ont un potentiel de rassemblement bien plus large que notre décompte arithmétique de grands électeurs.



Le PCF entend aussi donner à voir le travail de ses sénateurs au travers de ses propositions et de son bilan. Dans le contexte de crise générale mise en exergue par la pandémie, leur campagne sera axée sur les questions d'égalité des territoires, de transition écologique, de développement des services publics, de l'industrialisation, de la défense de l'emploi, des questions de pouvoir d'achat, de défense de la ruralité et du refus des choix gouvernementaux passés et à venir.

JEUDI 17 SEPTEMBRE
ENSEMBLE



D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES
PUBLIC / PRIVÉ / JEUNES / RETRAITÉ-ES / CHÔMEURS
CONSTRUISONS NOTRE FUTUR EN CONVERGENCE



L'avenir de la presse écrite exige une réorganisation globale

La chute de Presstalis qui assurait 75 % de la distribution des quotidiens et des magazines, a entraîné le licenciement de l'essentiel de ses salariés. Venant s'ajouter aux conséquences du confinement. Il s'en est suivi pendant plusieurs mois une désorganisation de la distribution des quotidiens et une mise en danger de l'ensemble de la filière.

Si vous n'aviez pas vos journaux dans votre kiosque, c'est parce qu'une gestion calamiteuse et égoïste des grands groupes de presse a remis en cause l'égalité de distribution sur le territoire, sous le regard apathique de l'État.

Déjà menacée par une crise structurelle, la presse quotidienne, concurrencée par les autres médias et l'Internet, s'en est trouvée très gravement menacée, et avec elle l'information pluraliste.

Plus que jamais il faut soutenir la presse progressiste en renouvelant nos abonnements et obtenir une table ronde pour repenser l'organisation globale de la presse écrite pour sécuriser son existence.



Culture, idées, sciences

6

L'Huma-café reprend



Après un temps de pause forcée occasionnée par le coronavirus, l'Huma-café va reprendre son activité, avec le souci inchangé de proposer au public de Nantes et alentours des conférences-débat mensuelles sur des sujets variés.

Frustrés d'avoir dû interrompre sa programmation, l'Huma café a hâte d'inviter à nouveau des personnalités à la parole forte et combative, dans l'esprit qui anime son association depuis 2003. Hâte aussi de retrouver son public, toujours prêt à en découdre avec ses questions et ses remarques.

La période glaciaire que nous connaissons, où l'état d'urgence est devenu le lot quotidien, où chaque visage se retrouve masqué, appelle à réfléchir et à débattre en toute liberté. Le mutisme a trop duré.

L'échange des idées ne peut connaître de gestes barrière. Chacun est invité à y participer.

Vendredi 16 octobre : «La culture en crise?», avec François Bégaudeau, écrivain, scénariste, réalisateur; Lieu Unique, à 18h00

Vendredi 20 novembre : projection de «Inland», documentaire sur l'extrême-droite autrichienne, suivi d'un débat avec la réalisatrice Ulli Gladik; Manufacture, à 18h00

Vendredi 11 décembre : « Quelle place pour le soin dans l'hôpital de l'après-covid ? », avec Philippe Bizouarn, anesthésiste-réanimateur au CHU de Nantes et membre actif du comité Inter hôpitaux ; Lieu Unique, à 18h00

l'Huma-café est l'émanation nantaise des Amis de l'Humanité.

Il est possible d'adhérer aux Amis de l'Huma ou d'apporter simplement son soutien financier à l'Huma-café.

Flou artistique pour les intermittents du spectacle



Le 6 mai dernier le président en personne a promis « une année blanche » pour l'ensemble des intermittents du spectacle et une prolongation des droits jusqu'en août 2021. L'arrêté ministériel a finalement été pris le 26 juillet dernier. Pourtant, la Culture et le spectacle vivant sont loin d'être sortis d'une crise qui s'annonce plus longue et douloureuse dans cette industrie à part.

En premier lieu pour les primo-entrants et les intermittents qui n'ont pas eu le temps de renouveler leurs droits au chômage avant le confinement, il semble que rien n'ait été prévu pour ce cas de figure qui est pourtant courant dans un milieu où l'activité des festivals se déroule principalement l'été. Il faut également penser aux nombreux travailleurs annexes au

monde du spectacle, les personnels en charge de la sécurité par exemple sont souvent très précaires et ne bénéficient pas du statut d'intermittent.

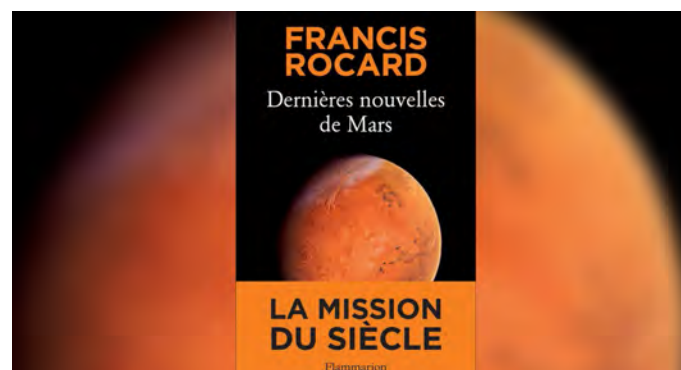
Si l'incertitude reste autour des mesures sanitaires pour les spectacles en intérieur qui réduisent la jauge d'accueil du public, le maintien des réformes de l'assurance chômage sont aussi une source d'incertitude pour l'ensemble de la profession.

Le monde du spectacle, ce sont aussi des lieux, associatif ou privé qui ne peuvent plus fonctionner comme avant.

Ces recettes perdues peuvent contraindre certaines structures à fermer et entraîner avec elles l'ensemble d'un écosystème économique. **Ils faut parfois des années pour monter un lieu, le faire connaître et que les habitudes prennent.**

Les collectivités locales dans leur grande majorité ont très vite pris conscience du problème, leurs budgets surtout dans les plus petites communes étant contraints. Pourtant, il faut avancer, commencer à construire la saison 2021 sans savoir quand prendra fin l'épidémie. Nombre de subventions exceptionnelles ont donc été débloquées pour tenir jusqu'à la fin de l'année en espérant qu'en 2021, les spectateurs reviennent avec une soif de culture qu'ils n'ont pu satisfaire dans la période.

Mars a rendez-vous avec la lune...



Du vendredi 4 au dimanche 6 août, la lune avait rendez-vous avec la planète Mars dans un ballet étonnant. Émergeant de l'horizon plein Est, les deux astres après s'être rejoints dans le ciel à peine étoilé, se sont éloignés sur leur trajectoire respective.

Derrière cette conjonction particulière il y a l'enjeu de l'exploration spatiale de la décennie 2020/2030:

Sera-ce Mars ou la colonisation de la Lune, qui va occuper l'actualité spatiale des années à venir ?

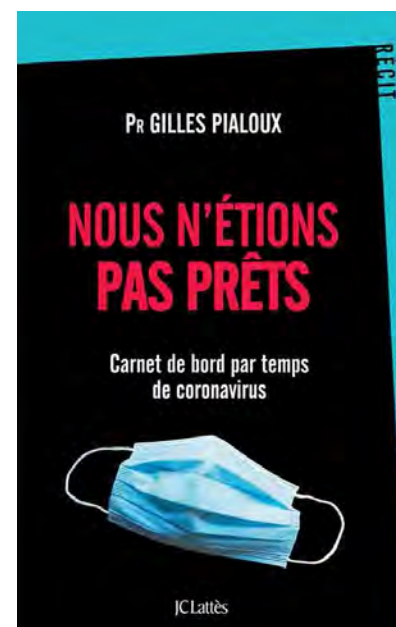
Déjà trois vaisseaux ont mis à profit la fenêtre de tir qui se présente tous les 26 mois (quand la distance est minimale), pour se retrouver dans le voisinage de la planète rouge vers février. La rivalité principale oppose les Etats-Unis et la Chine. **L'objectif scientifique est de rapporter des échantillons afin d'avoir des réponses à la question: pourquoi Mars n'a pas évolué comme la terre ? Ce défi est colossal, techniquement bien plus complexe que l'alunissage de 1969.**

Le patron de SpaceX, Elon Musk voit au-delà. La colonisation de Mars serait le plan B pour sauver la terre en transférant un million de personnes sur Mars d'ici 2050 !

Ce qui paraît une utopie, sinon impossible est déjà en préparation, au moins pour occuper la communication.

« Dernières nouvelles de Mars » Francis Rocard Flammarion.

L'héritage des politiques libérales dans le secteur santé



En ce début du mois de septembre, la logique qui préside à l'inorganisation des tests est un nouveau reflet de la gouvernance libérale dans la Macronie.

Le président et son gouvernement se contentent de poser un vague cadre juridique, qui laisse à chacun l'initiative de se faire tester ou pas,... selon son porte-monnaie.

Sans entrer dans les déclarations contradictoires, il faut aller au fond de la logique

qui nous a été imposée pendant plusieurs mois : Il fallait «masquer» les incuries révélant l'héritage de plusieurs quinquennats (Sarkozy-Hollande -Macron).

Cela fait des années que les politiques budgétaires ont sacrifié les crédits alloués à la santé publique et ce malgré les appels criants du personnel.

Personne, ni les établissements, ni le personnel n'étaient prêt à mener cette «guerre» là.

Rappelons-nous les soignants sans masques, ni gants, ni gel et des sacs poubelle comme blouse de protection !

Le temps est venu de revenir selon la chronologie des événements sur les carnets de bord tenus de l'intérieur par les cliniciens et les premières analyses sociologiques.

« Nous n'étions pas prêts Carnet de bord par temps de coronavirus ». Gilles Pialoux JC Lattès 18 euros

Nantes : un même groupe pour le PCF, Génération.s et GDS

Un nouveau mandat s'ouvre dans un contexte inédit à la ville de Nantes : Crise sanitaire, sociale, économique, écologique, politique... Ces six années doivent contribuer à ouvrir une trajectoire nouvelle pour une ville populaire et accueillante. **Une ville de toutes les transitions capable d'accueillir les futurs Nantais, d'améliorer la qualité de vie, de répondre aux besoins immédiats et d'anticiper ceux de demain en terme de transports, de logements, de solidarité, de sûreté et de services publics.** Les élus veulent «la coopération entre grandes villes plutôt que la compétition» et «faire primer la réponse aux besoins humains et la préservation de l'environnement sur l'attractivité qui favorise la spéculation et les revenus financiers.» Pour réussir, ils ont choisi : le rassemblement de toutes les énergies de la gauche sociale et écologiste. **C'est pourquoi les élus du Parti communiste français, de Génération.s et de la Gauche démocratique et sociale se réunissent dans un même groupe de 10 élus pleinement engagés avec Johanna Rolland à la réussite du programme choisi par les Nantais**



Au coeur des collectivités

7

Marie David, les Sorinières



Je m'appelle Marie David, je travaille dans la restauration et je suis nouvellement élue aux Sorinières. Je suis engagée de longue date avec mon mari à la CGT dans une ville qui est traditionnellement de gauche. Les camarades de la commune m'ont proposée de m'engager sur la liste « Les Sorinières verte et solidaire », notamment Pierre Riou, ancien adjoint communiste.

Aujourd'hui nous sommes deux élus communistes et nous souhaitons affirmer qu'il y a de la gauche dans la municipalité. Une mairie ce n'est surtout pas apolitique ! Je me suis engagé depuis un an dans le collectif majoritaire pour défendre l'humain et la planète.

Au niveau local, nous allons bientôt ouvrir une médiathèque, fruit du travail de la précédente équipe. C'est très important car la culture doit être accessible à tous. Désormais nous allons travailler à l'accueil d'un nouveau collège et à la rénovation des écoles car les Sorinières vont passer la barre des 10 000 habitants au cours du mandat.

Pierre Camus-Lutz, Couëron

Je m'appelle Pierre Camus-Lutz, j'ai 27 ans, je suis doctorant et professeur de sociologie à l'Université de Nantes. Récemment installé sur la commune de Couëron, j'ai commencé à militer avec les camarades couëronnais.es en 2019, me permettant de me familiariser avec la commune et ses enjeux.

C'est en tant que militant que j'ai participé aux réflexions sur les élections municipales de 2020. Avec Guy Bernard, élu sortant, nous avons fait le double pari de coconstruire un programme municipal ambitieux avec la maire sortante et de renouveler l'équipe communiste au sein de la collectivité.

Aujourd'hui, Couëron compte 7 élus.es communistes engagés.es dans un projet de territoire progressiste et au service des plus précaires. Pour ma part, je suis désormais adjoint à l'éducation. C'est pour moi un domaine central des politiques publiques que de participer à l'éducation des enfants et plus largement à la construction des futurs.es citoyens. Dans la période épidémique actuelle, la nécessité des services publics de proximité est plus que jamais cruciale pour permettre la protection et l'égalité de tous et toutes. C'est le marqueur que je veux donner à mon mandat.



Cédric Turcas, Saint-Nazaire

A Saint-Nazaire, Cédric Turcas est un nouvel élu, de tous les combats pour défendre les salariés. Les communistes nazairiens se sont engagés dans la construction d'une nouvelle majorité de gauche, sociale et écologique mettant en avant le monde du travail sur leur ville.

Aujourd'hui conseiller municipal d'opposition, Cédric aura à cœur, d'appuyer les différentes luttes et la parole des habitants du territoire. Soyons bien certains que Cédric Turcas se fera le porte parole au sein du conseil municipal de toutes celles et ceux qui ont un intérêt au changement vers une société plus solidaire.

Au vue des enjeux industriels à venir au cours du prochain mandat, fort de son expérience syndical, il sera un point d'appui important au sien de l'agglomération nazairienne.



Yolande Dréano, Sainte-Luce-sur-Loire



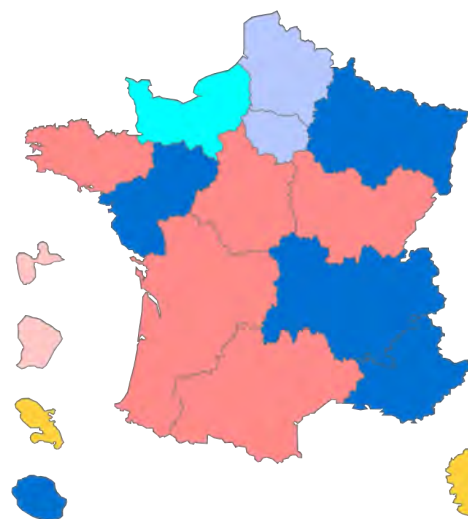
Je suis Yolande Dréano, secrétaire de la section Val de Loire. J'ai répondu aux attentes du parti et œuvré au rassemblement de la gauche sur la commune. Dans un premier temps, j'ai travaillé à asseoir la place du PCF sur la commune très en amont des élections par des distributions de tracts fréquentes et régulières sur le marché (merci aux camarades de Nantes qui sont venus étoffer nos troupes, nous étions une dizaine à chaque fois) et par l'organisation d'un événement phare : la conférence de Frédéric BOCCARA au moment de la campagne électorale des européennes. J'ai pu entamer des négociations en position de force avec les partenaires du PS et d'EELV. J'ai ensuite travaillé avec quelques uns à la rédaction d'une charte de gauche que chaque colistier a signée.

Aujourd'hui je suis adjointe à l'environnement et à la transition écologique dans le respect de l'humain.

Mon combat est de mettre l'écologie à la portée de toutes les bourses.

Au cours de la campagne, j'ai usé de toutes mes forces pour que le projet de notre liste soit ancré le plus à gauche possible

Régionales 2021



Les prochaines élections régionales auront lieu en mars 2021.

En Pays de Loire, les élections régionales se préparent, à gauche comme à droite. En 2015, l'union de la droite conduite par Bruno Retailleau avait gagné le scrutin et conquis un territoire dirigé par l'union de la gauche depuis 2004. La division de la gauche au premier tour (6 listes) avait eu raison de la majorité sortante pourtant reconnue pour son bilan politique. Depuis 2017, Bruno Retailleau a confié la présidence de la région à Christelle Morançais, pour devenir Président du groupe LR au Sénat. **Le scrutin de 2021 sera donc l'occasion d'un nouvel affrontement entre la gauche et la droite sur 2 projets différents.**



Le Parti communiste français, lors de son conseil national du 5 septembre a adopté un socle commun national de propositions. **Ces propositions seront adaptées aux réalités territoriales et porteront des ambitions sociales, écologiques et démocratiques.**

Dans les Pays de la Loire comme ailleurs, les communistes sont engagés à construire des rassemblements de gauche victorieux. Pour ce faire, des rencontres avec l'ensemble des forces de gauche pour discuter projet régional et construction de liste capable de vaincre la droite sont prévues. Après ces rencontres, des conférences régionales du PCF seront réunies pour débattre des enjeux de l'élection régionale.

Enfin, l'ensemble des communistes ligériens seront amenés à décider, lors d'un vote de leur stratégie, à désigner leurs chefs de file et leurs candidat-e-s.



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Plan de relance : Il ne pourra qu'accentuer la précarité chez les jeunes

La durée du confinement a sévèrement accentué les inégalités dans notre pays. C'est le cas des jeunes. Déjà précarisés par notre modèle économique, social et politique, les jeunes sont les plus affectés par la crise. Avec un taux de chômage qui devrait monter à plus de 30% en décembre puisque ceux et celles qui possédaient des contrats dans les secteurs du tourisme et de la restauration ont perdu leur emploi à cause du confinement, d'ailleurs 72 % des jeunes âgés de 18 à 25 ans « ont vu leur activité salariale impactée ».



Pas un seul jeune au chômage : le 17 septembre toutes et tous dans la rue !

Pour les étudiants, la situation est également préoccupante. Le faible nombre de bourses où les montants souvent insuffisants poussaient déjà les jeunes à travailler, mais à cause du confinement, ils et elles se retrouvent au chômage sans pour autant avoir accès au RSA. **De plus, la fracture numérique a empêché les étudiants de passer leurs examens dans de bonnes conditions. Pour la rentrée le risque de décrochage augmente. L'Université elle-même n'a reçu aucun soutien significatif pour préparer la rentrée ou pour appliquer les protocoles sanitaires.**

Pour autant aucune réponse gouvernementale n'est à la hauteur des problématiques. Pas d'annulation de loyers pour tous les locataires du CROUS. Pas de solution à la perte de revenus, pas d'annulation ou de réduction des frais de scolarité. Pas de masques pour les étudiants, pas d'augmentation d'effectifs dans les universités, rien.

La rentrée s'annonce catastrophique. Entre 700 000 et 800 000 jeunes devraient arriver sur le marché de l'emploi et la réponse de l'État face à l'inquiétante réalité, c'est un « plan de relance pour la jeunesse » néfaste pour notre génération.

Il se traduit par des aides aux entreprises pour encourager l'embauche des jeunes. La création de 100 000 missions de service civique, un contrat qui permet de rémunérer en-dessous du Smic. Une des idées phare du macronisme : justifier la régression des droits sociaux comme un effort entre générations.

Aujourd'hui les jeunes comme main d'œuvre bon marché, demain l'allongement de la durée de cotisation de la retraite pour soi-disant sauver les retraites des générations futures.

Le fameux "monde d'après" ne sera que le monde d'avant, mais de bien avant. La régression en termes de droits sociaux, l'allongement du temps de travail sont des réalités qu'on touche avec les doigts.

Face à la crise, les jeunes communistes portent des projets révolutionnaires, une relance sociale, qui ne sacrifie plus les jeunes. Un revenu étudiant avec la création d'une nouvelle branche de la sécurité sociale, le RSA pour les moins de 25 ans. La sécurisation de l'emploi et la possibilité de la formation tout au long du parcours professionnel. La construction d'une société plus solidaire et égalitaire est possible, mais surtout urgente.

Les 100 ans du Parti Communiste Français



À l'échelle nationale, un certain nombre d'initiatives se préparent (expositions, initiative internationaliste, débats...) pour fêter le centenaire de notre parti. Cependant, tout cela reste encore sujet à des changements, en fonction de l'évolution de l'épidémie, pandémie qui donne hélas une forte actualité à l'enjeu communiste.

D'ores et déjà, trois livres et un numéro spécial de Cause commune peuvent être commandés et proposés largement:



« 100 ans d'histoire de France et du PCF sur les murs »

Catalogue de l'exposition d'affiches organisée par la Fondation Gabriel-Péri, place du Colonel Fabien: parcours à travers un siècle de combats communistes

Préface d'Alain Obadia ; postface de Fabien Roussel, aux éditions Helvétius, à 24€

Une seconde version est proposée, en tirage limité, comprenant en plus du livre 2 DVD pour 3 heures de films, réalisés en partenariat avec Ciné-Archives, à 35 €.

« Livres comme l'art »

Un magnifique livre d'art qui raconte cent ans d'histoire entre le PCF et les plus grands artistes plasticiens du siècle, accompagnant l'exposition « Livres comme l'art, trésors donnés, trésors prêtés », qui sera présentée au printemps 2021 dans l'espace Niemeyer, place du Colonel Fabien. Préface de Pierre Laurent. Éditions de l'Atelier, à 36,90€

Tarifs militants et en nombre: voir à la Fédé 44 ou sur le site du Parti



« Cent ans de Parti Communiste Français »

Une trentaine de jeunes historiens, politistes, sociologues, proposent, année par année, un regard sur les communistes français. À destination des militants comme du grand public, le livre, richement illustré, permet de redécouvrir les combats et les réalisations d'hier, l'actualité d'un projet. Préface de Fabien Roussel; postface de Claude Mazauric, 220 pages Éditions du Cherche-Midi, à 25€

Tarifs militants et en nombre: voir à la Fédé 44 ou sur le site du Part



La revue Cause commune: « PCF, cent ans d'histoire »

Numéro double 14-15 à 16€ de 192 pages

Historiens de toutes générations mais aussi témoins sont rassemblés pour présenter cent ans d'histoire et même un peu davantage... à commander sur leur site où à la Fédé.

De notre côté, nous ferons appel à la mémoire militante dans le département, proposerons des rencontres historiques sur « les cent premières années du Parti Communiste Français »
Nous recevrons, afin d'entamer les festivités en beauté, la compagnie Poupette et Cie pour une évocation de Marie-Paule Vaillant-Couturier le 27 novembre.
« Marie-Paule », par Céline Larrigaldie sur un texte de Jean-Pierre Thiercelin

«Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr



Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Louis CHRETIEN Pedro MAIA
André MAURICE Véronique MAHE
Gauthier LORTHIOIS

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :
ADRESSE :
TEL : EMAIL :

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de ADF44
A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES